



## Presse institutionnelle. Com, pure et dure ?

Réunis le 10 juin dernier au club de la presse de Haute-Normandie à Rouen, plusieurs représentants de la presse institutionnelle sont venus expliquer le rôle de leurs publications et les limites de leur exercice.

Réaliser un magazine d'informations utiles, c'est le souhait affirmé de la plupart des rédacteurs en chefs de la presse institutionnelle.

Un vœu pieux pas toujours facile à tenir, car il faut aussi plaire à son employeur explique Vincent Lalire, rédacteur en chef de Seine-Maritime magazine : « Pour moi, notre métier, c'est d'être au service des élus pour lesquels nous travaillons, tout en réservant des espaces d'expression à l'opposition. Avant d'être communicant, notre passion c'est la presse, mais nous sommes à des postes politiques : il est nécessaire d'adhérer aux idées de nos patrons, sinon au quotidien, ce n'est pas possible d'écrire sur une politique qu'on ne cautionne pas ».

Veiller à la pluralité des sujets, proposer des sujets pratiques et axés sur la vie de la cité, c'est le cheval de bataille des rédacteurs en chef, qui, tous, voient d'un très mauvais œil la propagande pure, comme l'explique Hervé Debruyne, rédacteur en chef de Rouen Mag : « On garde du recul dans la ligne éditoriale. On fait la promotion de la ville mais les gens savent à qui ils ont à faire. Tom-



● De gauche à droite: Vincent Lalire, rédacteur en chef de Seine-Maritime magazine, Claire Martinez, rédactrice en chef de Pavilly avec vous et Hervé Debruyne, rédacteur en chef de Rouen Mag.

ber dans la propagande n'a pas d'intérêt ».

« Dans tous les cas, ce qu'il faut, c'est se battre pour ne pas faire que de la Com, en travaillant en confiance avec les élus. Il ne faut pas que ces publications soient trop politisées », insiste Laurent Lavalle, rédacteur en chef d'Océanes, magazine de la ville du Havre.

### Un coût financier

550.000 exemplaires et un coût de 130.000€ (soit 23 cents d'eu-

ros par habitants) par mois pour le magazine du Département, 71.000 exemplaires et un coût par habitant équivalent à celui du Département pour Rouen Mag. Les diverses publications institutionnelles représentent un coût non négligeable pour la collectivité mais qu'il faut assumer selon Vincent Lalire : « Pour moi, c'est le coût de la démocratie. De toute façon, légalement, les élus ont un devoir d'informer les populations sur leurs actions. Ce sont donc des sommes légitimes ».

De plus, insiste Laurent Lavalle : « Selon un récent sondage [Cap]com, les deux tiers des Français sont en attente de ce type de publication » et, précise Claire Martinez, rédactrice en chef de Pavilly avec vous : « Dans les petites communes comme la mienne, il y a une grande attente, les habitants appellent s'ils ne le reçoivent pas. Aujourd'hui, nous traitons des sujets de proximité que la presse ne suit plus ou n'a plus les moyens de suivre ».

**Sébastien Colle**